



Coronavirus: Débrayage des travailleurs d'un foyer de soins en Ontario en raison des conditions de travail dangereuses

Par [Carl Bronski](#)

Mondialisation.ca, 15 avril 2020

[wsws.org](https://www.wsws.org) 13 avril 2020

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

La quasi-totalité du personnel d'un centre de soins pour adultes handicapés de Markham, en Ontario, a débrayé jeudi en raison d'inquiétudes concernant le manque d'équipements de protection individuelle (ÉPI) en pleine épidémie de coronavirus dans cet établissement. Les travailleurs ont pris cette mesure après que la direction ait annoncé que 10 résidents et deux employés du foyer de soins de longue durée de 42 résidents avaient été testés positifs au coronavirus.

«Il y a eu un cri dans la salle, et des expressions de surprise, et les gens étaient tout simplement dévastés», a déclaré aux journalistes Shelley Brillinger, directrice générale du centre Participation House.

Peu de temps après, les travailleurs de nuit et de soir ont quitté leur poste, ne laissant que six personnes pour s'occuper des résidents. Normalement, 36 travailleurs poinçonnent sur une période de 24 heures. Les appels d'urgence lancés par les fonctionnaires municipaux ont finalement permis d'obtenir que huit personnes supplémentaires de la communauté travaillent au foyer pendant le week-end, après que la direction ait tardivement commencé à offrir le double du misérable salaire minimum.

Les préposés au salaire minimum à domicile, membres de l'Union internationale des employés de service, avaient précédemment fait part de leurs préoccupations concernant la pénurie d'ÉPI. Les travailleurs n'ont reçu un ÉPI minimal que quatre jours avant l'annonce de l'épidémie.

Le travail au foyer pour les résidents handicapés physiques et mentaux nécessite un contact étroit et prolongé entre les soignants et les résidents. Néanmoins, on s'attendait à ce que le personnel accomplisse ces tâches sans pratiquement aucune protection, s'exposant ainsi que les résidents vulnérables au virus potentiellement mortel. Le manque d'équipement de protection au foyer était tel qu'un appel d'urgence a été lancé au cours du week-end pour obtenir plus d'ÉPI pour l'équipe réduite nouvellement installée.

À ce jour, sur les 660 décès COVID-19 au Canada, la moitié était des résidents d'établissements de soins de longue durée, dont sept personnes âgées dans un autre foyer de Markham et 29 à Bobcaygeon, en Ontario. La ministre conservatrice de la santé de l'Ontario, Christine Elliott, a toutefois refusé de procéder aux tests recommandés pour tous les résidents des établissements de soins et leurs accompagnateurs. Des tests limités aux

personnes présentant des symptômes de coronavirus et à celles qui sont en contact avec elles n'ont commencé que fin mars.

Les événements de Markham s'inscrivent dans le cadre des protestations croissantes des travailleurs de la santé et d'autres sections de la classe ouvrière au Canada et dans le monde entier, contre les conditions dangereuses créées par la réponse criminellement négligente des élites dirigeantes du monde entier à la pandémie mondiale.

Alors que les pénuries d'équipements de protection individuelle persistent dans tout le pays, les infirmières de London, en Ontario, ont arrêté le travail à 11 reprises au début du mois d'avril, invoquant leur droit de refuser des conditions de travail dangereuses.

En raison de l'épidémie de coronavirus, les procédures médicales établies exigent que le personnel hospitalier change de masque et de blouse avant de s'occuper de chaque nouveau patient. Cependant, en raison de la pénurie d'équipement, les autorités hospitalières de London n'ont attribué que quatre masques chirurgicaux ou autres masques de base par équipe, une pratique qui risque d'entraîner le transfert du virus d'un patient à l'autre et de permettre sa propagation comme un feu de forêt par le personnel médical. Les masques supérieurs N95 sont réservés au personnel de première ligne qui effectue des intubations et d'autres procédures spécialisées.

L'action des infirmières à Londres fait suite à des refus similaires de travailler dans des conditions dangereuses dans les établissements médicaux de l'Alberta et du Manitoba au cours des trois dernières semaines.

Ces derniers jours, des reportages ont révélé que dans au moins deux hôpitaux de Toronto, les masques de protection sont désormais rationnés à deux par équipe pour la plupart des médecins et des infirmières.

Les pénuries dramatiques d'équipements de protection, de respirateurs et de lits de soins intensifs dédiés sont une condamnation des gouvernements fédéraux et provinciaux de toutes tendances politiques au cours des dernières décennies. Ils ont tous imposé des coupes sombres dans les services de soins de santé et la privatisation des infrastructures de soins aux personnes âgées. En 2003, Toronto faisait partie des principaux foyers mondiaux de l'épidémie de SRAS, qui a fait 44 morts. Pourtant, les recommandations relatives à la constitution de solides stocks d'équipements de protection et de respirateurs ont rapidement été oubliées.

Aujourd'hui, les Canadiens sont soumis aux tergiversations quotidiennes du premier ministre Trudeau et des premiers ministres provinciaux qui affichent des visages sombres, et qui assurent sincèrement aux citoyens que des équipements suffisants et vitaux pour le personnel médical «arriveront à tout moment» et que les volumes minimaux de tests «vont rapidement augmenter». En attendant, les experts médicaux, sans parler de ceux qui sont en première ligne de la lutte contre la pandémie, savent que c'est un mensonge.

Au moment où les travailleurs de Participation House de Markham débrayaient, les événements horribles qui se sont récemment produits dans un établissement privé de soins pour personnes âgées à Montréal ont attiré l'attention d'un public national abasourdi. Comme l'a initialement rapporté la *Gazette de Montréal*, les travailleurs de la Résidence Herron, qui touchaient le salaire minimum et étaient mal équipés, et qui étaient déjà en sous-effectif et n'avaient pas le droit de divulguer des informations, ont commencé à quitter

leur emploi à la fin du mois de mars après qu'une épidémie de virus a été reconnue. Depuis la mi-mars, au moins une personne par jour mourait dans le foyer.

Au final, 31 décès seraient enregistrés. Cependant, les propriétaires ont affirmé que seuls deux décès étaient dus à la COVID-19. Il a fallu une ordonnance du tribunal pour obliger les propriétaires à communiquer leurs dossiers médicaux. Une enquête criminelle est en cours.

Le 29 mars, alors que la plupart des employés qui restaient ont quitté la résidence par crainte pour leur santé, les autorités de santé publique, alertées du désastre par les travailleurs, sont entrées dans la maison et ont placé l'établissement sous tutelle immédiate. Trouvant une véritable maison des horreurs, ils ont décrit leur expérience comme une entrée dans un «camp de concentration». Certains résidents n'avaient pas été nourris pendant des jours. Les sacs d'urine débordaient et s'accumulaient sur le sol. Certains patients étaient couchés dans leurs propres excréments. Les infections cutanées étaient très répandues. Deux cadavres gisaient à découvert dans leurs lits. D'autres patients étaient simplement allongés sur le sol. Certains patients étaient si déshydratés qu'ils ne pouvaient pas parler. Il semble que les dossiers médicaux aient été falsifiés. Dans un établissement criblé d'infections à coronavirus, il n'y avait que deux aides-soignants pour l'ensemble des 134 lits de l'établissement.

La Résidence Herron facture jusqu'à 10.000 dollars par mois par résident.

Carl Bronski

Article paru en anglais, WSWs, le 13 avril 2020

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Carl Bronski](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2020

Articles Par : **[Carl Bronski](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca